

bault, propriétaire du quart du dit immeuble, et les héritiers de ce dernier pour les autres quarts ; et qu'ils avaient accepté la dite succession.

Le défendeurs, héritiers susdits, firent par motion une exception dilatoire alléguant que le demandeur avait toujours administré le dit immeuble et en avait perçu les loyers ; que les défendeurs n'étaient pas en position d'accepter la dite succession ou d'y renoncer, vu qu'ils ne connaissaient pas sa position financière, et demandant " que les procédures en cette cause soient suspendues jusqu'à ce que le demandeur ait rendu aux défendeurs un compte de la gestion et administration de la propriété en question en cette cause et jusqu'à ce qu'il les ait mis, par telle reddition de compte, en position de déclarer s'ils peuvent accepter ou renoncer à la dite succession."

Les défendeurs admirent qu'ils avaient accepté la dite succession sous bénéfice d'inventaire.

La Cour a renvoyé cette exception dilatoire par le jugement suivant :

" La Cour après avoir entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de l'exception dilatoire produite par les défendeurs Archambault & Chauvin, rend le jugement suivant :

" Le demandeur dit dans sa déclaration, que, le 3 avril 1891, il a acheté, conjointement avec Joseph Archambault, l'époux de la défenderesse, de M. Mathieu, frère des autres défendeurs ses héritiers, un terrain y désigné ;

" Les défendeurs Archambault & Chauvin demandent que les procédures en cette cause soient suspendues jusqu'à ce que le demandeur ait rendu aux défendeurs son compte de sa gestion et administration de la propriété en question, jusqu'à ce qu'il les aient mis, par telle reddition de ce compte, en position de déclarer s'ils peuvent accepter ou renoncer à la succession de feu Joseph Archambault.

" Le 9 novembre dernier, les défendeurs Archambault & Chauvin ont obtenu des lettres de bénéfice d'inventaire, et ils sont sans intérêt maintenant à avoir un compte du demandeur pour leur